

Accountability Lab est un réseau translocal mondial qui œuvre pour une gouvernance au service des citoyens, en soutenant des citoyens actifs, des dirigeants responsables et des institutions redevables. Notre objectif est un monde dans lequel les ressources sont utilisées de manière judicieuse, les décisions profitent équitablement à tous et les populations mènent une vie sûre.

Rapport Annuel

MALI

2024

A dark red background featuring a faint, semi-transparent image of a group of people, including a man and a woman, looking upwards and smiling.

Table des matières

02	INTRODUCTION
03	QUELQUES CHIFFRES
04	THÉMATIQUES ABORDÉES
06	POINTS FORTS DU LAB EN 2024
07	CE QUE NOUS AVONS APPRIS POUR UN AVENIR DURABLE
09	PROJECT 1: USAID BASIKI NI TAGNÉ KUNAFONI (L'INFORMATION POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT)
12	PROJECT 2: HANGA HAKEW KATO (PRÉSERVONS NOS DROITS)
13	PLAIDOYER ET POLITIQUE
14	LE COIN DU PERSONNEL
14	POINTS FORTS DU BUDGET

Introduction

Bienvenue à vous, chers lecteurs et chères lectrices. C'est avec un grand plaisir que nous partageons avec vous nos actions, nos aspirations et nos apprentissages de l'année 2024.

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle. Au-delà de la grave crise sécuritaire, qui a causé de nombreuses pertes en vies humaines civiles dans le nord et le centre du pays, l'instabilité politique s'est intensifiée, marquée par plusieurs coups d'État depuis 2020, approfondissant ainsi le recul démocratique du pays. Ces bouleversements ont été alimentés par une mauvaise gouvernance, la hausse du coût de la vie et une insatisfaction généralisée vis-à-vis de la présence des forces étrangères. À cela s'ajoute une crise énergétique persistante, avec de graves conséquences économiques pour la population.

C'est dans ce contexte qu'Accountability Lab Mali, une organisation nationale de la société civile créée en 2016, intervient à travers tout le pays. Nous travaillons en étroite collaboration avec les communautés, renforçant leurs capacités en matière d'engagement civique et de redevabilité, et les aidons à devenir des agents de changement et des moteurs de leur propre développement. Dans les régions touchées par les conflits, nous œuvrons également pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits. Faire en sorte que la gouvernance serve les citoyens est la mission que nous nous sommes fixée, une mission d'une grande importance dans un pays comme le Mali, où une large majorité de la population peine à satisfaire ses besoins fondamentaux et n'a pas accès aux services sociaux de base, tels que la santé, l'éducation et les services de protection.

Cela implique une gouvernance inclusive, axée sur le dialogue et intégrant les voix de toutes et tous, afin de minimiser les risques d'exclusion et de réduire ainsi la création de nouveaux conflits. Nous continuons également à trouver des solutions innovantes pour mieux intégrer les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés dans nos actions, tels que les déplacés internes, qui sont les victimes directes de l'insécurité et du manque de stabilité dans notre pays. Vous en apprendrez davantage dans la section Étude Genre et Inclusion Sociale (GESI) dans les régions de Ségou et Mopti.

En 2024, nous avons intensifié nos efforts pour combattre la désinformation en menant des campagnes de sensibilisation et en soutenant des initiatives visant à promouvoir l'éducation aux médias en renforçant les capacités de centaines de jeunes sur la vérification des faits. La promotion des libertés individuelles a également été au cœur de nos actions, afin de garantir un espace démocratique propice à la participation citoyenne.

Changements structurels - Cette année, AL Mali a entrepris une restructuration stratégique pour optimiser ses ressources et accroître l'impact de ses actions sur le terrain. Cette réorganisation vise à renforcer notre efficacité et à maximiser l'impact de nos projets auprès des communautés avec lesquelles nous collaborons.

2024 a également été marquée par notre déménagement dans de nouveaux bureaux, situés dans le quartier de Missabougou à Bamako, symbolisant ainsi la consolidation de notre présence sur le terrain. Ce nouvel espace nous permet d'optimiser notre travail et d'offrir un meilleur soutien à nos partenaires et bénéficiaires.

Nous sommes fiers des avancées réalisées et de l'impact positif que nous avons pu avoir, et en tant qu'organisation communautaire, nous continuerons à œuvrer avec détermination pour le bien-être des communautés, en restant fidèles à notre mission et à nos valeurs.

Bonne lecture.

Quelques chiffres

AU COUR DE L'ANNÉE, NOUS AVONS TOUCHÉ PLUS DE 5000 CITOYENS:

- **2 000 personnes** ont été interrogées lors des Enquêtes CivAct et les résultats ont été présentés lors de restitutions publiques ayant mobilisé **1 984 participants** dans les régions de Mopti, Ségou et le District de Bamako.
- Dans le cadre du programme Arts4Change, **20 jeunes artistes** ont été formés à la création de films et de chansons de sensibilisation, aboutissant à la production et la diffusion de **5 films** et **5 chansons**, présentés devant **1 200 participants** dans les villes de Ségou, Mopti, Djenné, Baraouéli et le District de Bamako.
- Nous avons également renforcé la capacité de **100 gardiens de l'information**, des acteurs clés chargés de vérifier l'exactitude des informations avant de les transmettre aux communautés, leur permettant ainsi de mieux se prémunir contre la désinformation.
- Nous avons aussi formé et renforcé **26 Community Frontline Associates** (CFA), dont 6 de Gao, Tombouctou et Ménaka, sur les libertés fondamentales et la collecte de données via l'outil Kobo Collect.
- En collaboration avec **20 experts locaux** (journalistes, activistes, blogueurs), nous avons adapté l'approche **Learn to Discern** développée par IREX afin de l'ancrer dans la réalité malienne. Cet outil de lutte contre la désinformation a été contextualisé pour mieux répondre aux défis spécifiques des populations locales en matière de vérification de l'information et de pensée critique
- Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Kofi Annan, **10 jeunes** leaders d'organisations de la société civile issus de 6 pays d'Afrique francophone ont bénéficié d'un renforcement de capacités en gestion de projets.



PARTICIPANTS PAR PROGRAMME

- **CivActs: 26** Associés communautaires et **100** Gardiens de l'information
- **Arts4Change: 20** artistes activistes
- **Experts des médias et de la communication: 20**



102 021 personnes touchées
31 000 en couverture
1 436 J'aime
235 partages
228 commentaires



335 personnes atteintes
Soit une augmentation de **16 600%**
171 likes



42 tweets
4 362 impressions
21 retweets
55 likes



4 993 vues pour les films,
1 221 vues pour les chansons
Arts4Change.

Thématiques abordées

En 2024, nos actions ont porté sur des enjeux majeurs tels que la lutte contre la désinformation, la redevabilité, l'engagement citoyen et les libertés fondamentales dans le processus électoral.

1. Éducation aux médias

L'éducation aux médias permet aux citoyens de distinguer les faits des informations manipulées, favorisant ainsi un espace civique basé sur la transparence et la vérité. Elle encourage la pensée critique et responsabilise les individus à vérifier l'information avant de la partager, évitant la manipulation. Cela contribue à des débats publics plus constructifs, où les opinions sont basées sur des données vérifiées plutôt que sur des rumeurs, limitant l'effet de peur ou encore d'absence de confiance qui attisent les conflits. En renforçant la capacité de discernement, nous luttons contre la désinformation et renforçons la démocratie.

Lors de la première collecte de données CivAct, 94 % des participants de Mopti, Djenné, Ségou et Barouéli ont affirmé que la désinformation existe dans leur communauté.

Ce phénomène, accentué par la crise sécuritaire et politique, est amplifié par l'essor des réseaux sociaux où la fiabilité des sources est souvent négligée.

Face à ce défi, l'éducation aux médias apparaît comme un levier essentiel pour renforcer la redevabilité et l'engagement citoyen, en phase avec la stratégie 2023-2026 Accountability Lab Mali.





2. L'engagement citoyen, la redevabilité dans le processus électoral et la promotion des libertés fondamentales

Par engagement citoyen on entend accompagner les individus et les communautés à agir pour un changement positif.

Qu'il s'agisse de groupes organisés ou d'initiatives individuelles, cet engagement peut prendre différentes formes : sensibilisation, plaidoyer, participation aux débats publics ou encore surveillance de l'action des institutions.

Un citoyen informé et actif contribue à un processus électoral plus inclusif et à une gouvernance plus responsable.

Au Mali, la crise politique et sociale rend cet enjeu crucial, car il permet aux populations de mieux comprendre leurs droits et d'exiger des comptes des décideurs.

En favorisant l'implication de tous, Accountability Lab Mali veille à ce que les politiques publiques répondent réellement aux besoins des citoyens, en cohérence avec son axe stratégique 2023-2026 visant à outiller les réformateurs pour une action collective.



Points forts du Lab en 2024

En 2024, Accountability Lab Mali a consolidé son rôle clé dans la promotion de la transparence et de la redevabilité à travers des projets d'envergure et une présence renforcée sur la scène nationale et dans la sous région. L'année a été marquée par l'entrée en phase 2 du projet USAID Basiki ni Tagne Kunafoni (Information pour la paix et le développement), visant à mobiliser et sensibiliser les communautés dans l'objectif ultime de renforcer leur résilience face à la désinformation.

Parallèlement, Accountability Lab Mali a lancé le projet Anga Hakew Kato, financé par le Fonds Régional Africain pour la Démocratie via l'Ambassade des États-Unis au Mali.

Dans le cadre de l'Université d'été PROLAC 2024, Accountability Lab Mali a accompagné les Integrity Icons 2022 Hamidou Doumbia et Kankou Sangaré qui ont pris part à une série d'échanges avec de jeunes étudiants de l'Institut Universitaire de Gestion afin de promouvoir les valeurs de transparence, de rigueur et d'éthique. À travers leurs témoignages, Hamidou Doumbia et Kankou Sangaré ont partagé leurs expériences et souligné l'importance de l'intégrité dans la construction d'une société plus équitable. Leurs interventions ont suscité un vif intérêt et encouragé les étudiants à envisager leur rôle en tant que citoyens actifs et garants des valeurs d'intégrité au sein de leurs communautés.

Cette dynamique de reconnaissance et de valorisation des modèles d'intégrité a également été illustrée par la nomination de M. Abdoulaye Coulibaly, Integrity Icon 2022 au titre de Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Cette distinction, attribuée par la Nation, témoigne de la reconnaissance officielle de son engagement exemplaire au service des Douanes de la Région de Kayes. Par son intégrité, son éthique et son dévouement, M. Coulibaly incarne ces valeurs fondamentales qui, chaque jour, contribuent à bâtir une société plus juste et transparente. Son parcours est une preuve que l'intégrité et le mérite finissent toujours par être reconnus et récompensés.

Parallèlement, nous réfléchissons à des solutions pour renforcer le réseau de nos 33 Integrity Icons, lancer un nouveau sommet de l'intégrité en 2025 et pourquoi pas une nouvelle campagne Integrity Icon.





Ce que nous avons appris pour un avenir durable

INCLUSION: stratégie Gender Equality and Social Inclusion (GESI) ou en français étude sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale est un processus de recherche sociologique pour comprendre les dynamiques sociétales.

En mars 2024, nous avons mené à travers le projet USAID-Basiki Ni Tagne Kunafoni une évaluation rapide de l'égalité des genres et l'inclusion sociale), dirigée par AL Mali, consistant en une étude documentaire et une collecte de données primaires. Cette analyse GESI a donné lieu à un rapport contenant des conclusions et des recommandations clés qui nous ont permis ensuite de développer une stratégie GESI pour le projet, afin de comprendre les dynamiques sociales et proposer des actions qui visent une meilleure participation et inclusion des groupes marginalisés dans les activités du projet.

La stratégie nous a permis ainsi qu'aux autres partenaires chargés de la mise en œuvre du projet d'être sensibles à la question du genre dans l'inclusion sociale tout au long de la mise en œuvre du projet. Elle garantit la participation des groupes marginalisés identifiés dans l'évaluation GESI : les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les personnes déplacées à l'intérieur des zones d'intervention du projet. La stratégie ressort aussi le processus de choix éclairé des langues, des parties prenantes, des lieux et des moyens de communication.





LE POUVOIR DE LA COLLABORATION: En engageant divers acteurs – citoyens, autorités locales, partenaires techniques – nous pouvons multiplier l’impact de nos actions. Le Partenariat avec l’Ambassade des USA au Mali et PACT basé sur la transparence, les échanges multiples. En tant qu’organisation qui promeut des valeurs de redevabilité et de transparence, nous avons rigoureusement appliqué ces mêmes valeurs qui nous ont permis de renforcer notre cadre de collaboration basé sur la confiance mutuelle.

L’IMPORTANCE DE L’ANCRAGE LOCAL: Les solutions les plus efficaces et durables sont celles qui prennent en compte les réalités locales et sont développées en collaboration avec les communautés elles-mêmes. En ancrant nos actions dans les spécificités socioculturelles, économiques et politiques du Mali, nous garantissons une meilleure appropriation par les acteurs locaux et une pérennisation des initiatives.

L’implication des communautés dès la conception des projets permet non seulement de mieux répondre à leurs besoins réels, mais aussi de renforcer leur engagement et leur participation active dans la mise en œuvre des solutions. Cette approche favorise l’émergence d’une dynamique collective où chacun – citoyens, autorités locales, médias, société civile – joue un rôle clé dans la promotion de la redevabilité et de la transparence.

Les enseignements tirés des actions menées en 2024 nous serviront de socle pour consolider cette dynamique. En capitalisant sur les succès et les défis rencontrés, nous pourrions affiner nos stratégies et renforcer encore davantage notre impact.

USAID Basiki Ni Tagné Kunafoni (L'information pour la paix et le développement)

Le projet USAID Basiki Ni Tagné Kunafoni est une initiative financée par l'USAID et mise en œuvre par un consortium composé de CSM-STAND, Code for Africa, Pact et Accountability Lab Mali.

À travers une approche participative et artistique, il mobilise divers acteurs locaux pour renforcer la résilience collective face à la désinformation et promouvoir un dialogue inclusif.

Le projet s'articule autour de deux approches d'Accountability Lab: Arts4Change et Civt:

Arts4Change mobilise l'art comme outil de sensibilisation et de dialogue, en intégrant des projections de films, des performances artistiques et des échanges interactifs pour éveiller les consciences sur les dangers de la désinformation.

CivAct met l'accent sur la participation citoyenne en impliquant les communautés locales dans l'identification des défis liés à la désinformation et la co-construction de solutions concrètes, notamment à travers l'élaboration de plans d'action destinés aux autorités locales.

OBJECTIFS DU PROJET

Le projet vise à:

- Sensibiliser les communautés aux dangers de la désinformation et à son impact sur la cohésion sociale.
- Renforcer la capacité des citoyens à analyser et à lutter contre la manipulation de l'information.
- Favoriser le dialogue entre les citoyens, les autorités locales et les leaders communautaires.
- Encourager l'adoption de stratégies durables pour contrer la désinformation à travers des actions locales structurées.





RÉSULTATS OBTENUS:

Arts4Change a mobilisé 1 200 participants à travers le Mali, impliquant des autorités administratives, politiques, religieuses et traditionnelles, ainsi que des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées internes.

CivAct a réuni 1 984 participants dans les régions de Mopti, Ségou et le district de Bamako, conduisant à la co-construction de plans d'action en collaboration avec les autorités locales pour un plaidoyer structuré contre la désinformation.

Grâce aux performances artistiques et aux discussions interactives, les participants ont pris conscience des enjeux de la désinformation et du rôle crucial de l'art et de l'engagement citoyen dans la lutte contre ce fléau.

Le projet USAID Basiki Ni Tagné Kunafoni a eu un impact significatif en créant des espaces de dialogue inclusifs, favorisant une prise de conscience collective sur les dangers de la désinformation et l'importance de la vérification rigoureuse des informations.

Il a outillé les communautés pour identifier, analyser et contrer les fausses informations tout en encourageant l'implication des autorités locales dans l'adoption de politiques de lutte contre ce fléau.

Son approche participative et inclusive garantit la durabilité des actions menées, les Fellows Arts4Change étant devenus de véritables ambassadeurs du changement au sein de leurs communautés, qui a permis la diffusion du slogan à tout moment:

An t'a partage ni an tɛɛ ma da'a kise kan - Nous ne partageons pas sans avoir vérifié au préalable

D'autre part, à travers le CivAct, ces communautés ont pu exprimer directement leurs préoccupations et proposer des solutions adaptées à leurs réalités.

Grâce à ces échanges, les participants ont co-construit des solutions concrètes aboutissant à l'élaboration de plans d'action spécifiques, destinés aux autorités locales pour structurer un plaidoyer contre la désinformation.

En réunissant des autorités locales, des leaders communautaires, des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap (PVH), le projet a favorisé une approche inclusive et collaborative, essentielle pour lutter efficacement contre la désinformation.



Témoignages

“La désinformation genrée, la diffamation et la cybercriminalité, qui visent à discriminer les femmes et à les rendre vulnérables dans la société en raison de leur travail, prennent de plus en plus d’ampleur. Cela est dû en partie au fait que les femmes sont souvent mal informées et ignorent que ces pratiques sont non seulement nuisibles, mais aussi punies par la loi. Le documentaire intitulé “Le Combat des Femmes Maliennes” reflète les souffrances endurées par les femmes et a pour objectif de sensibiliser la population aux dangers de la désinformation.”

KANGAYE SANGARÉ FELLOW ART4CHANGE BAMAKO



“À un moment donné, toute l’attention était tournée vers la ville de Djenné en raison des conflits. Les gens cherchaient des informations et appelaient sans cesse pour avoir des nouvelles. Une rumeur a circulé, affirmant que Djenné était attaquée et qu’il n’y avait aucune issue. Ce sont uniquement les journalistes qui ont pu démentir cette fausse information. Il est donc essentiel de toujours vérifier ce que l’on entend avant de le croire. Nous devons faire attention, car le gouvernement a mis en place des dispositifs pour lutter contre la cybercriminalité. Partager des informations erronées, inappropriées ou mensongères peut mener à des poursuites judiciaires. Je tiens à remercier Accountability Lab Mali pour cette initiative salutaire, ainsi que les fellows pour leur travail, qu’il convient d’encourager.”

AMADOU MAIGA, JOURNALISTE REPORTER À LA RADIO DE DJENNÉ



Anga Hakew Kato (Préservons nos droits)

Le projet Anga Hakew Kato, financé par le Fonds Régional Africain pour la Démocratie à travers l'Ambassade des États-Unis au Mali, vise à renforcer l'engagement citoyen, promouvoir les libertés fondamentales et encourager la redevabilité dans le processus électoral.

Mis en œuvre par Accountability Lab Mali, ce projet soutient les entités locales de la société civile, notamment les groupes de réflexion, les associations de médias, la recherche universitaire et les organisations citoyennes, afin de plaider en faveur de la transparence législative et de la redevabilité à tous les niveaux.

Il repose sur une approche participative inspirée des équipes d'Actions Civiques (CivActs), une plateforme d'échange et de retour d'information, où les préoccupations des communautés sont mises en avant pour identifier des solutions endogènes adaptées à leurs réalités locales.

- Identifier les facteurs sociaux, politiques, économiques et institutionnels qui influencent l'exercice de la démocratie à travers une collecte de données.
- Disséminer les données collectées dans différentes langues locales pour garantir leur accessibilité.
- Restituer les résultats de l'enquête aux communautés afin d'identifier leurs besoins en matière de renforcement de la démocratie.
- Faciliter le dialogue entre citoyens et autorités locales à travers des rencontres publiques pour discuter des besoins exprimés et proposer des solutions adaptées.
- Renforcer la transparence du processus électoral en améliorant la communication entre les organisations de la société civile, les ONG et les autorités locales.

Le projet est actuellement en phase de collecte des données, les informations recueillies serviront de base aux échanges entre citoyens et autorités locales, facilitant ainsi l'identification de solutions adaptées aux réalités du terrain.



Plaidoyer et politique

En 2024, Accountability Lab Mali a intensifié ses efforts pour faire de la redevabilité un levier essentiel du développement et de la gouvernance.

À travers une participation accrue à des forums internationaux, des rencontres stratégiques et des événements de haut niveau, l'organisation a porté la voix des citoyens et de la société civile pour promouvoir des politiques plus transparentes et inclusives.

Doussouba Konaté, Directrice Exécutive Pays d'AL Mali, a été une actrice clé de cet engagement en participant au Forum politique de la société civile sur la redevabilité dans les pays fragiles, organisé par le Mécanisme de Redevabilité de la Banque mondiale.

Son intervention a mis en lumière l'importance de l'inclusion et de la transparence dans les politiques de développement, afin de prévenir les abus et de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions.

Dans cette même dynamique, elle a été mise à l'honneur dans le premier épisode du podcast Afropolitan, lancé par le prestigieux think tank CSIS et animé par Catherine Nzuki. Elle y a partagé son analyse de l'impact de la désinformation sur les réseaux sociaux, en particulier dans des contextes fragiles comme celui du Mali, où la manipulation de l'information menace la stabilité et la gouvernance.

Habibou Diaou, Directeur Exécutif Adjoint d'AL Mali, a également joué un rôle stratégique à travers plusieurs interventions majeures.



Il a d'abord représenté AL Mali lors de l'Assemblée du Développement Économique à Abidjan, en soutien à l'IDA-21, un fonds financé par la Banque mondiale. Ce rendez-vous a été une opportunité essentielle pour plaider en faveur d'une gestion plus efficace des financements du développement, en veillant à ce qu'ils répondent réellement aux besoins des communautés locales.

Par la suite, il a pris part à un atelier à Dakar, réunissant des Organisations de la Société Civile africaines, organisé par la Banque Africaine de Développement. Cette rencontre visait à renforcer la compréhension et l'utilisation des mécanismes de recours, permettant aux citoyens affectés par des projets de développement de défendre leurs droits et de garantir que les investissements profitent directement aux populations locales.

En parallèle, Habibou Diaou s'investit activement dans le renforcement des compétences des jeunes leaders africains à travers le programme WYDE (Women and Youth in Democracy) de la Fondation Kofi Annan.

L'objectif est de doter ces jeunes leaders des compétences essentielles en matière de bonne gouvernance, de responsabilité financière et de leadership démocratique, afin de favoriser l'émergence d'acteurs engagés pour la redevabilité et le développement en Afrique subsaharienne.

À travers ces nombreuses initiatives, Accountability Lab Mali affirme son rôle d'acteur clé en faveur d'une gouvernance plus responsable, où les citoyens et la société civile sont au cœur du changement.

LE COIN DU PERSONNEL

Sur le plan des ressources humaines, notre équipe s'est agrandie avec l'arrivée de quatre nouveaux talents, renforçant ainsi notre capacité à mener à bien nos projets et à atteindre nos objectifs stratégiques :

- **AISSATA B. CISSÉ**, Chargée de projet
- **MOHAMED YAHIA SISSAKO**, Chargé de communication stratégique
- **AHMEDOU AG MOHAMED**, Chargé de Suivi, Évaluation et Apprentissage
- **PAUL MARIE COULIBALY**, Community Manager (stagiaire)

Ces recrutements viennent dynamiser notre expertise et renforcer notre engagement en faveur de la transparence, de la redevabilité et de l'innovation sociale.

POINTS FORTS DU BUDGET

Budget annuel total: **\$446,510**

Nombre total de subventions: **2** | Nombre total d'employés: **10** | Nombre total de bénévoles: **26**

Nombre total de participants aux programmes: **136**

EN APPRENDRE PLUS